



NOTE DE CADRAGE

COLLOQUES SUR LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION ET LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU SAHEL-

ÉTAPE 4:- OUAGADOUGOU

1. Contexte

Dans le cadre de la prévention de la radicalisation et de la lutte contre l'extrémisme violent au Sahel, l'UA et le G5 Sahel ont entamé une série de Colloques dont la finalité était d'arriver à élaborer une Stratégie Régionale de prévention et de lutte contre le phénomène. Sur la base des conclusions des premiers Colloques (ceux de Bamako, de Niamey et de Nouakchott) notamment sur l'analyse des causes et la variété des approches et pratiques en matière de radicalisation et d'extrémisme violent les deux organisations ont opté pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un Document Cadre pouvant servir de référence et de guide pour l'élaboration des stratégies nationales de prévention et de lutte contre le phénomène.

La démarche consistant à passer d'une Stratégie Régionale à un Document cadre servant de guide aux pays pour élaborer leurs stratégies en fonction de leurs réalités et sensibilités spécifiques se justifie par :

- Le constat que certains pays disposent et/ou sont en processus d'élaboration de stratégies nationales de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent.
- L'utilité pour les pays de disposer d'un outil qui permet d'avoir des prémices plus larges pouvant cerner les contours de la problématique dans une approche plus holistique quant au diagnostic et aux solutions à apporter au phénomène.
- Le besoin de définir des axes stratégiques plus complets, prenant en compte le maximum de cas de figures quant aux causes, manifestations et impact de l'EV et des possibilités de synergie existants tant au niveau local, régional qu'international en matière de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent.

L'option de combiner approche régionale et stratégies nationales offre l'avantage que les stratégies nationales sont accompagnées de plans d'action assortis de plans de financement pour permettre leur mise en œuvre.

Avec ce changement d'orientation, Il est apparu nécessaire tout en continuant d'exécuter le programme des Colloques, de recourir à des services de Consultants notamment pour rédiger le narratif du Document cadre de stratégie. Il sera élaboré conformément aux termes de référence joints à la présente note de cadrage.

2. Rappels des résultats des colloques de Bamako, de Niamey et de Nouakchott



Le Colloque de Ouagadougou, quatrième du genre intervient après ceux de Bamako (octobre 2016), de Niamey (décembre 2016) et de Nouakchott (mai 2017).

Les deux premiers colloques ont été l'occasion de dresser un état des lieux de la situation et d'échanger des expériences entre les différents acteurs en matière de lutte contre l'extrémisme violent (pays, organisations sous-régionales et internationales).

Les débats de Niamey ont permis d'approfondir le diagnostic entamé à Bamako et d'identifier un certain nombre d'axes stratégiques qui devraient être les piliers de la Stratégie régionale de prévention et de lutte contre la radicalisation ;

Les principales causes de la radicalisation et de l'extrémisme violent ont été passées en revue. Sans être exhaustif, les causes suivantes ont été retenues :

- L'instrumentalisation de la religion par certains groupes terroristes et criminels pour justifier leurs actes et recruter des jeunes socialement et économiquement vulnérables et souvent analphabètes, ignorants et sans emplois.
- le faible impact des politiques de développement des Etats qui a pour résultat l'extrême pauvreté, la marginalisation de certaines couches (les Jeunes, les Femmes, les Handicapés...).
- la porosité des frontières et l'immensité des territoires
- l'inadaptation des dispositifs sécuritaires face à une guerre asymétrique.
- L'insuffisante implication des populations sur les questions touchant à leur propre sécurité.

L'analyse des initiatives, actions, plans et programmes présentés par les pays, les organisations et les institutions partenaires, a permis d'établir des points de convergence, à savoir :

1. Prévention des conflits et alerte précoce;
2. Dialogue interreligieux et interculturel ;
3. Renforcement de la bonne gouvernance;
4. Respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit;
5. Implication des populations;
6. Mobilisation des jeunes, égalité des sexes et autonomisation des femmes;
7. Education, renforcement des compétences et facilitation de l'accès à l'emploi en particulier de l'emploi des jeunes;
8. Communication stratégique, internet et réseaux sociaux.
9. Reforme des services de sécurité

Le Colloque de Niamey a permis aux participants d'identifier un certain nombre d'axes



stratégiques, à savoir :

Axe 1. Amélioration de l'état de la gouvernance.

Axe 2. Sécurité et Répression des actes terroristes.

- Définition de plan de sécurité : guerre, renseignements;
- Insertion des démobilisés radicaux,
- Dialogue avec les leaders radicaux, etc.

Axe 3. Communication, internet et réseaux sociaux

Axe 4. Développement inclusif et équilibré

- Prioriser le développement des zones périphériques génératrices de frustration;
- Dé marginalisation des intellectuels arabophones ou arabisants;
- Déconstruire et construire un discours sur l'islam;

Axe 5. Education et formation

- Formaliser les écoles coraniques et encadrer l'enseignement religieux;
- Recenser et cartographier les écoles coraniques dans chaque pays;
- Recycler les maîtres coraniques;
- Adopter un programme d'enseignement religieux à l'usage des écoles coraniques formalisées (écoles de pensées);
- Lutter contre l'ignorance.

Les discussions de Niamey ont également fait apparaître la nécessité de tenir compte de certaines réalités dans le cadre de l'élaboration d'une Stratégie régionale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent :

- L'élaboration par plusieurs pays de leurs propres stratégies nationales dont certaines sont à un stade avancé;
- Les spécificités et les particularités locales sur lesquelles s'appuient les groupes et qui se prêtent mal à la généralisation et à la standardisation;
- L'articulation entre la Stratégie régionale et les initiatives nationales.

Ces constats ont milité en faveur d'une révision de l'objectif de cette série de colloques à l'issue de laquelle il ne s'agira plus d'élaborer une stratégie régionale mais plutôt d'adopter



un Document Cadre d'orientation pour l'élaboration des stratégies nationales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et des plans d'action.

Quant au colloque de Nouakchott (mai 2017), il a permis de formuler, suivant des domaines spécifiques, certaines recommandations, dont:

- **Dans le domaine de la sécurité :**

- Relever le niveau de recrutement des éléments des Forces de défense et de sécurité ;
- Promouvoir la formation de juges spécialisés chargés de traiter la question du terrorisme et dégager les moyens nécessaires à cette fin.

- **Sur la question des réseaux sociaux :**

- Prendre en compte et utiliser les réseaux sociaux dans les stratégies de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- Diffuser à travers le web des informations destinées à endiguer le phénomène de recrutement par les groupes terroristes ;
- Déconstruire le discours extrémiste à travers le web en substituant à l'idéologie de la terreur les vertus de la tolérance et de la modération ;
- Création d'un site web destiné à la jeunesse du Sahel.

- **Au titre des acteurs non étatiques de la lutte :**

- Poursuivre l'implication de la société civile dans le processus en cours et à tous les niveaux ;
- Encourager les réseaux multidimensionnels créés par la société civile dans le cadre de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- Mettre l'accent sur le rôle des femmes et des jeunes dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- Encourager la professionnalisation des réseaux de la société civile pour renforcer les capacités d'échanges d'informations utiles à la prévention de la radicalisation et de la lutte contre l'extrémisme violent ;
- L'ouverture de centre de sensibilisation contre la radicalisation des jeunes dans tous les pays de la région, avec une implication de la société civile en particulier les associations de femmes et de jeunes ;
- Former les journalistes sur les concepts liés à la radicalisation et à l'extrémisme violent ;
- Adopter des instruments juridiques relatifs à l'exercice du métier de presse, notamment en ce qui concerne la collecte, le traitement et la diffusion des informations sur la lutte contre le terrorisme ;
- Appuyer le réseau des journalistes mis en place lors du colloque de Niamey et les médias partenaires.

3. Objectifs de l'étape de Ouagadougou



- Approfondir le diagnostic et l'état des lieux entamés lors des trois premiers colloques autour des thématiques non encore prises en compte;
- Préciser et affiner, à la lumière de l'état de la réflexion en cours dans les différents pays les axes stratégiques qui seront les piliers du document cadre de référence régionale de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent.
- Valider la méthodologie d'élaboration du cadre de référence, qui sera présenté par le consultant retenu pour effectuer ce travail

5. Résultats attendus et livrables

Les livrables de cette activité comprendront :

- le rapport du Colloque contenant des éléments supplémentaires devant servir de bases pour l'élaboration du cadre de référence pour les stratégies nationales de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent;
- Les Tdrs validés du consultant
- La feuille de route arrêtée du suivi de l'élaboration du document cadre jusqu'à l'étape de N'Djamena

6. Thématiques

Le colloque de Ouagadougou s'articulera autour des thématiques suivantes :

- **Réforme des systèmes de sécurité et la mutualisation des moyens et des informations.** Cette thématique déjà abordée à Nouakchott sera approfondie avec un accent particulier sur les expériences et leçons apprises dans les réformes dans la région.
- **Rôle et implication des acteurs locaux dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.** Cette thématique vise à faire ressortir le rôle joué au niveau local, à la fois par les autorités locales, la chefferie traditionnelle et les services régaliens dans la lutte contre l'extrémisme violent.
- **Enjeux et défis liés au contrôle de l'espace et à la gouvernance du territoire.** Il s'agit d'examiner les modalités de la mise en œuvre de l'autorité de l'Etat dans les zones où il est absent ou faiblement présent et qui sont sous contrôle de groupes armés. La session portera sur l'identification des modalités de gouvernance politico-sécuritaires à travers notamment les expériences connues, dans différents pays, en



matière de partenariat entre d'un côté, les autorités locales et traditionnelles, et d'un autre, les acteurs sécuritaires au niveau local et central.

En outre, le traitement de ces thèmes sera ponctué par des communications, dont:

- Le point d'exécution des Stratégies Nationales dans les pays membres du G5 Sahel ;
- Le rôle des Femmes/ Plateforme Régionale des Femmes du G5 Sahel dans la prévention et la lutte contre la radicalisation (par ONU FEMMES);
- Le rôle des Jeunes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (Plateforme des jeunes du G5 Sahel);
- Le rôle des journalistes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ;

7. Dates et lieu

Du 24 au 25 juillet à Ouagadougou

8. Participants

Le colloque rassemblera des cadres de l'UA (Commission, MISAHEL, CAERT, UFL), du G5 Sahel, d'UNOWAS, de l'UE, de la BAD, de la CEDEAO, des représentants des pays partenaires développant des actions dans le domaine, des représentants de la Ligue des Oulémas, Prêcheurs et Imams des Etats du Sahel, des autorités politiques des pays du Sahel, des représentants d'organisations de la société civile (y compris des journalistes), des experts et érudits sur l'islam.

9. Personnes-ressources

Les personnes-ressources sont des experts sur les thématiques identifiées principalement issus des pays du Sahel ayant initié des actions ou élaboré des stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

10. Partenaires

En plus du soutien financier de la Suisse, cette initiative bénéficie de l'appui technique de la part de l'Institut d'études de sécurité. D'autres partenaires techniques et financiers, tels que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), ont manifesté leur intérêt à accompagner, selon des modalités qui font actuellement l'objet de discussion à définir, le G5 Sahel, la MISAHEL et leurs autres partenaires dans ce processus.

